

Le Ragusa est-il inéquitable?

ÉVALUATION Deux ONG se sont penchées cette semaine sur l'industrie alimentaire. La Déclaration de Berne a notamment regretté le peu d'engagement des producteurs suisses de chocolat. Fâchant au passage Camille Bloch.

Anne Gaudard
anne.gaudard@lematindimanche.ch

«Les entreprises et négociants suisses de chocolat continuent de produire dans des conditions indignes, irrespectueuses des droits humains». Le rapport 2013 de la Déclaration de Berne sur le chocolat critique la plupart des 19 entreprises suisses du secteur analysées pour leur manque de transparence dans leur filière d'approvisionnement et pour leur faible intérêt porté aux conditions de travail des petits producteurs.

La situation n'a guère changé pour les quelque 20 millions de personnes vivant dans les plantations depuis le dernier rapport datant de 2010, conclut l'Organisation non gouvernementale. Dans son rapport plus global sur les politiques agricoles des dix premières multinationales alimentaires, Oxfam relève, toujours à propos du cacao, que seul 3,2% du prix final d'une plaque de choc revient au cultivateur contre 43% pour les détaillants et autres supermarchés.

Après analyse des questionnaires reçus, la Déclaration de Berne (DB) pointe deux bonnes élèves «pionnières», Pronatec et Halba (qui travaille notamment pour Coop), et traite d'«opaques» sept producteurs, dont Camille Bloch et Favarger. Entre deux, Nestlé, Villars ou Lindt, sont dits «indifférents».

Manque de traçabilité

Opaque, Camille Bloch? La firme de Courtelary se défend vivement. «Nous avons répondu aux questions de la DB par écrit et par téléphone. Nous leur avons expliqué qu'en tant que PME familiale non cotée, nous ne pouvons pas leur communiquer en détail tous les chiffres demandés et remplir leur formulaire, raison pour laquelle nous sommes qualifiés d'opaques», précise Regula Gerber, responsable de la communication. Elle poursuit en certifiant que le cacao utilisé pour les Ragusa et autre Torino est «100% traçable». «Grâce à notre partenariat avec Source Trust, nous suivons notre cacao jusque dans



Daniel Bloch s'est notamment rendu au Ghana l'an dernier pour remonter sa filière d'approvisionnement. C'est en fait l'évaluation de cette traçabilité qui pose problème à la Déclaration de Berne dans son rapport.

les régions de culture et nous travaillons exclusivement avec des coopératives affiliées à cette organisation. De plus, nous payons des primes sur chaque tonne de cacao pour la formation des paysans, pour l'infrastructure locale et pour de nombreux projets.» Elle ajoute que les dirigeants de la firme bernoise, «engagée sur le long terme», «soignent leurs contacts avec nos représentants sur place». La Déclaration de Berne ne remet pas directement en cause la qualité des fèves utilisées par la société. Mais, «comme Camille Bloch n'a pas rempli le questionnaire, nous n'avons pas pu évaluer les mesures annoncées par l'entreprise», explique Célia Francillon, porte-parole de la DB.

C'est essentiellement une question de label et d'organismes de certification qui est à l'origine de cette vision diamé-

LE CHIFFRE

1,6 milliard

C'est le chiffre d'affaires de l'industrie chocolatière suisse en 2012. Il a reculé de 3,4%, notamment en raison du franc fort. Les 18 membres de Chocosuisse ont par ailleurs produit 172 376 tonnes de choc (-2,2%).

tralement opposée. La Déclaration de Berne fait confiance à Max Havelaar et autres «maisons de certifications indépendantes». Source Trust est ainsi considérée par la DB comme une organisation «pas suffisamment transparente dans sa manière de surveiller la filière», notamment en raison de son manque de «directives publiques». «Et

si Lindt, qui travaille aussi avec elle, est mieux noté, c'est que l'entreprise a complété dans le questionnaire les informations manquantes sur la traçabilité de ses fèves». Quant à UTZ, label qui va notamment figurer sur les emballages Cailler, «il est encore trop jeune pour que nous puissions avoir le recul nécessaire», ajoute Célia Francillon. «Il existe notamment un risque que toutes les coopératives ne profitent pas des primes». Et de se réjouir cependant de l'arrivée de nouveaux acteurs dans la labellisation durable, favorisant la concurrence. La DB reconnaît d'ailleurs que des producteurs se sont lancés dans un processus de certification depuis le questionnaire.

Pour Regula Gerber, Camille Bloch «ne travaille pas avec des labels car l'entreprise tient à ce que les consom-

mateurs aient confiance en ses marques. Nous nous occupons nous-mêmes de la filière».

«Il est dans l'intérêt de toutes et tous de repenser et de réformer la chaîne d'approvisionnement du cacao», plaide Oxfam. Nombre de fabricants de chocolat tiennent le même discours. Notamment en raison des difficultés actuelles d'approvisionnement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Nestlé a lancé son «Cocoa Plan», qui vise notamment à améliorer la qualité des plantations. «Certaines entreprises ont pris des engagements importants et louables», a relevé pour sa part Jeremy Hobbs, directeur général d'Oxfam International, lors de la publication de l'étude «La face cachée des marques». (...) Mais ces dix sociétés «doivent toutes en faire beaucoup plus». ●